

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : rapport annuel de l'USTR sur le respect par la Chine de ses engagements OMC (« China's WTO Compliance »)

Guerre commerciale : une étude de la CNUCED évalue l'impact des tarifs sino-américains sur les pays tiers

Défense commerciale: renouvellement des droits anti-dumping chinois à l'importation de fécule de pomme de terre en provenance de l'Union européenne

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Lithium : un consortium chinois va construire 8 usines de production de lithium en Bolivie

Pharmaceutique : deux nouveaux scandales sanitaires touchent la Chine

Bien de consommation : l'Oréal affiche des performances records en 2018 grâce au succès de ses produits de luxe et à la clientèle chinoise

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie : le China Electricity Council publie les chiffres clés du secteur énergétique chinois en 2018

Transports : le modèle de développement du secteur ferroviaire chinois suscite des critiques



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : rapport annuel de l'USTR sur le respect par la Chine de ses engagements OMC (« *China's WTO Compliance* »)

Les services du représentant américain au Commerce (USTR) ont publié, le 4 février, le rapport annuel de l'USTR au Congrès sur le respect, par la Chine, de ses engagements à l'OMC (« *2018 Report on China's WTO Compliance* »). Un rapport similaire sur la Russie a été rendu public le même jour. La version 2017 du rapport de l'USTR jugeait que les précédentes administrations américaines avaient « commis une erreur en soutenant l'adhésion de la Chine à l'OMC dans des termes qui se sont révélés incapables d'assurer la transformation de la Chine en une économie ouverte, fondée sur le marché ». Le rapport 2018 réaffirme cette analyse, soulignant notamment le « *poor record* » de la Chine en matière de respect des règles de l'OMC. Il juge en particulier que les pratiques commerciales chinoises répondent à un modèle d'économie non-marchande (« *non-market economic system* »), dirigiste et mercantiliste, qui génère d'importantes distorsions et des dommages pour les partenaires commerciaux de la Chine. Face à ces distorsions commerciales, le rapport défend les efforts de l'administration américaine, notamment des mesures unilatérales, pour obtenir de la Chine des « changements structurels fondamentaux ». Bien qu'il reconnaisse qu'une actualisation des règles de l'OMC pourrait, « en théorie », pousser la Chine à modifier ses pratiques, l'USTR juge « irréaliste » une telle réforme en profondeur du fait des lignes rouges dressées de la Chine et de la propension de cette dernière à se catégoriser comme « pays en développement » ([voir brèves de la semaine du 26 novembre](#)). Soulignant les limites de l'OMC (« *relying solely on the WTO and its mechanisms to address China's unfair practices is a recipe for failure* »), le rapport marque la volonté des États-Unis de privilégier les actions unilatérales et la concertation avec les pays « like-minded » - à l'instar des discussions trilatérales US-UE-Japon – pour pousser la Chine à modifier ses pratiques. Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a manifesté, le 5 février, son « opposition » au rapport de l'USTR, observant qu'il était « fondé sur le droit américain et non sur les accords multilatéraux de l'OMC ». Sur le fond, selon le MofCom, « une partie considérable des accusations portées à l'encontre de la Chine vont au-delà de ce à quoi la Chine s'est engagée en adhérant à l'OMC ».

[Lire le rapport de l'USTR](#)

Guerre commerciale : une étude de la CNUCED évalue l'impact des tarifs sino-américains sur les pays tiers

La CNUCED a publié, le 4 février, une courte étude évaluant l'impact sur les pays tiers des tarifs américains sur 250 Mds USD de biens chinois et des tarifs chinois sur 110 Mds USD de biens américains. Selon les auteurs de l'étude, 82% des 250 Mds USD d'exportations chinoises destinées au marché américain disparaîtront au profit d'exportations originaires de pays tiers, 12% des exportations resteront assurées par des exportateurs chinois et les 6% restants seront captés par des entreprises américaines. S'agissant des 110 Mds USD d'exportations américaines vers le marché chinois, 85% seront remplacées par des exportations de pays tiers, 10% des exportations resteront américaines, et 5% seront captées par des entreprises chinoises. Pour la CNUCED, l'Union européenne serait la première bénéficiaire de la réorganisation des flux commerciaux vers les États-Unis comme vers la Chine, avec des gains totaux à l'export estimés à plus de 70 Mds USD (hausse de 0,9% des exportations totales), devant le Mexique, le Japon et le Canada (+20 Mds USD d'exportations chacun).

[Lire l'étude de la CNUCED](#)



Défense commerciale : renouvellement des droits anti-dumping chinois à l'importation de fécula de pomme de terre en provenance de l'Union européenne

Le ministère du Commerce chinois a annoncé, le 1^{er} février, l'extension des droits antidumping chinois (variant entre 12,6 et 56,7%) à l'importation de fécula de pomme de terre en provenance de l'Union européenne. En vigueur depuis 2007, ces droits avaient été soumis à une enquête de réexamen au titre de l'expiration des mesures en février 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))



INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Lithium : un consortium chinois va construire 8 usines de production de lithium en Bolivie

La société bolivienne Yacimientos de Lito Bolivianos (YLB) a signé un accord désignant le consortium chinois composé de Xinjiang TBEA Group et Baocheng comme partenaire stratégique pour la construction de huit usines de production de lithium dans les Andes. Les investissements destinés aux huit usines devraient s'élever à 2,1 Mds EUR. Xinjiang TBEA et YLB formeront une coentreprise détenue à 49% par l'entreprise chinoise et exploiteront 2 sites: Coipasa et Pastos Grandes. Xinjiang TBEA Group-Baocheng a été préféré à trois concurrents russes (dont une filiale de l'entreprise russe Rosatom), deux rivaux chinois et deux entreprises européennes (dont l'entreprise irlandaise Clontarf Energy). Les études de faisabilité et la construction des usines devraient prendre entre 4 à 5 ans.

Pour mémoire, Yacimientos de Lito Bolivianos est une entreprise d'Etat bolivienne chargée de l'extraction et de la commercialisation de matières premières. La Bolivie possède les premières réserves mondiales de lithium. Ce métal est d'une importance stratégique pour la Chine qui a pour objectif d'assurer la montée en gamme de son économie. Le lithium est en particulier utilisé dans les véhicules électriques, secteur dans lequel la Chine a pour ambition de devenir leader. Lors de la signature de l'accord, l'ambassadeur chinois en Bolivie a indiqué que la Chine était le plus grand consommateur de lithium. Elle aura besoin de 800 000 tonnes de lithium par an d'ici 2025 pour soutenir son industrie de véhicules électriques.

Pharmaceutique : deux nouveaux scandales sanitaires touchent la Chine

Mercredi 6 février 2019, les autorités chinoises ont annoncé le lancement d'une enquête sur le laboratoire de biotechnologie Shanghai Xinxing Medecine Company après avoir reçu un rapport confirmant la présence du virus VIH dans un lot d'immunoglobuline pour injection par intraveineuse produit par l'entreprise. 12 000 lots de ce traitement composé de plasma humain seraient concernés. La Shanghai Food and Drug administration a depuis ordonné le retrait de ces lots du marché. Une dizaine d'hôpitaux de la province du Henan sont plus particulièrement concernés. Shanghai Xinxing Medecine Company est un laboratoire de biotechnologie fondé en 2000 par China Meheco Group, une entreprise pharmaceutique basée à Pékin dont le principal actionnaire est China General Technology Group, une entreprise d'Etat.

Dans la province du Hebei, qui entoure la ville de Pékin, les autorités enquêtent parallèlement sur un autre scandale: celui de l'administration de mauvais vaccins à des enfants dans un centre de soins communautaire de Shijiazhuang, la capitale provinciale. Des infirmières travaillant dans ce centre ont intentionnellement administré aux enfants de mauvais vaccins à bas coût. Le directeur du centre de contrôle et de prévention des maladies du district ainsi que le responsable de la division des vaccins ont été démis de leurs fonctions.

Malgré les promesses du gouvernement de resserrer les contrôles sanitaires, le pays a été régulièrement secoué ces dernières années par des scandales sanitaires qui suscitent l'inquiétude et la colère de la population. Le mois dernier, plus de cent enfants se sont vus administrer des vaccins périmés contre la polio, dans la province du Jiangsu. En juillet, les autorités sanitaires avaient découvert un processus de fabrication de vaccins contre la rage défectueux dans le laboratoire Changsheng Biotechnology. Ce laboratoire a fait l'objet d'une amende de plus d'un milliard d'euros. Ces incidents renforcent la méfiance des consommateurs chinois vis-à-vis des entreprises locales alors que la Chine ambitionne de faire émerger des entreprises pharmaceutiques chinoises de rang international.

Bien de consommation : l'Oréal affiche des performances records en 2018 grâce au succès de ses produits de luxe et à la clientèle chinoise

En 2018, le chiffre d'affaires de l'Oréal a augmenté de 7% pour atteindre 26,9 Mds EUR, soit la plus forte croissance du groupe depuis 2007. L'Asie Pacifique est devenue le premier marché mondial du groupe avec un chiffre d'affaires de 7,4 Mds EUR (+24% par rapport à 2017), devançant l'Amérique du Nord (7,2 Mds EUR pour le marché américain). La demande des consommateurs chinois reste soutenue, notamment pour les produits haut de gamme.

Pour mémoire, selon le Bureau national des statistiques, en 2017, le marché des cosmétiques (soins pour la peau et maquillage) en Chine représentait 251 Mds RMB (32 Mds EUR; +15% par rapport à 2016). Sa taille grandissante s'explique par la montée du pouvoir d'achat des consommateurs chinois. La Chine est le deuxième marché de l'Oréal après les Etats Unis. Ses perspectives de ventes pourraient continuer à s'améliorer en raison de l'évolution du cadre réglementaire chinois. En effet, en mars 2017, les autorités chinoises avaient désigné la zone de libre-échange de Pudong (Shanghai) comme zone pilote pour la mise en place d'une procédure rapide pour l'enregistrement et l'homologation des cosmétiques ordinaires, également qualifiés par la réglementation comme cosmétiques n'ayant pas d'usage spécial. Cette procédure permet de réduire les délais de mise sur le marché pour les cosmétiques étrangers à 5 jours, au lieu de 2 à 6 mois pour l'ancienne procédure. Le 10 novembre 2018, la *National Medical Products administration*, agence chinoise chargée de la réglementation des médicaments et des équipements médicaux (ancienne *China Food and Drug Administration*), a généralisé la procédure utilisée à Pudong à l'ensemble de la Chine. Néanmoins, il reste encore certains obstacles pour les entreprises étrangères tels que l'obligation de réaliser des tests sur les animaux dans le cadre de l'homologation de produits cosmétiques. Or, de nombreuses marques françaises ont inscrit l'interdiction de ce type de tests dans leur cahier de charges. En prenant une telle position, ces dernières se sont donc fermées l'accès au marché chinois. C'est le cas de la marque Nyx, appartenant à l'Oréal.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie : le *China Electricity Council* publie les chiffres clés du secteur énergétique chinois en 2018

Le *China Electricity Council* (CEC) a publié fin janvier un rapport sur l'état du secteur énergétique chinois en 2018 et sur les orientations de développement pour 2019. Cette association regroupe les entreprises les plus influentes du secteur énergétique chinois et est co-présidée par l'entreprise d'Etat *State Grid* en charge du réseau électrique chinois.

Selon le rapport du CEC, la consommation énergétique chinoise a augmenté de 8,5% en 2018. Le secteur secondaire est le premier consommateur d'électricité, avec une consommation annuelle de 4,72 millions GWh mais présentant une croissance de 7,2%, en-deçà de la moyenne nationale. Derrière lui, le secteur tertiaire compte pour une consommation de 1,08 millions de GWh, avec 12,7% d'augmentation par rapport à 2017, soit la plus forte croissance de consommation électrique tous secteurs confondus. La consommation du secteur primaire présente également un fort taux de croissance à 10,3%. Pour autant la consommation du secteur primaire est comparativement faible et représente seulement un quinzième du poids du secteur tertiaire. La consommation des foyers croît de 9,8% mais reste marginale dans la ventilation totale de la consommation électrique chinoise.

Cette croissance de la consommation électrique n'est pas uniformément répartie sur le territoire chinois puisqu'elle est plus forte en Chine Centrale (+9,6%) et de l'Ouest (+10,9%) qu'au Sud et à l'Est (+6,9%). Les régions de Chine Centrale et de l'Ouest, plus rurales, moins peuplées et moins industrialisées que le reste du territoire chinois, étaient également moins connectées au réseau électrique chinois que les régions plus urbaines de l'Est et du Sud. Interrogé à Davos en janvier 2019, l'Administrateur de l'Administration nationale de l'énergie (NEA) M. Zhang Jianhua avait rappelé que la totalité de la Chine était désormais raccordée au réseau électrique chinois.

Aussi, l'amélioration du réseau électrique est au cœur de la politique énergétique chinoise. Celui-ci a bénéficié d'investissements en hausse notamment sur les réseaux à ultra-haute tension. En particulier, une ligne ultra-haute tension à courant continu (UHVDC) partant de Mongolie intérieure jusqu'à la province du Shandong a été mise en opération en 2018. Cette installation participe à l'objectif d'améliorer les transmissions électriques inter-régionales et d'harmoniser les capacités de production à l'échelle nationale.

Concernant les capacités de production du secteur énergétique chinois, les énergies renouvelables occupent une part grandissante du bouquet énergétique national. Selon le CEC, les capacités de production d'électricité s'élèvent à 6,99 millions de GWh (+8,4% par rapport à 2017), dont 30,9% proviennent de sources non-fossiles. Parmi elles, l'énergie solaire reste dominante. Cette situation devrait cependant changer au profit d'autres sources d'énergies non-fossiles; le gouvernement chinois a mis fin en cours d'année aux subventions accordées aux installations photovoltaïques pour éviter les spéculations et les sur-capacités, provoquant une baisse des investissements dans ce secteur.

Au-delà de ces développements, le rapport du CEC liste plusieurs difficultés auxquelles le secteur énergétique chinois fait face et dresse une liste de prévisions pour 2019. En particulier, le CEC prévoit que la Chine reste exposée à des difficultés d'approvisionnement locales et saisonnières en électricité sur certaines parties de son territoire.



Pour améliorer la situation générale du secteur énergétique chinois, l'association formule plusieurs recommandations au gouvernement parmi lesquelles le développement des subventions aux énergies renouvelables et la promotion de technologies de « charbon propre ».

[Voir le rapport complet du China Electricity Council](#)

Transports : le modèle de développement du secteur ferroviaire chinois suscite des critiques

Le 29 janvier, M. Zhao Jian, directeur du Centre de recherche chinois sur l'urbanisation à la réputée université des transports à Pékin (*Beijing Jiaotong University*) a publié une tribune sur la dette grandissante du secteur ferroviaire chinois dans le quotidien *Caixin*. Selon M. Zhao, les dettes combinées des gouvernements locaux liées aux projets de construction ferroviaire approcheraient 2390 Mds EUR. La dette de l'entreprise d'Etat chinoise *China Railway Corp.* (CRC), en charge de l'exploitation du réseau ferroviaire chinois, aurait été multipliée par 10 en 11 ans, passant de 62,3 Mds EUR en 2005 à 620 Mds EUR en 2016. M. Zhao qualifie l'entreprise CRC de « rhinocéros gris », reprenant l'expression utilisée par le Président chinois Xi Jinping dans son discours à la cérémonie d'ouverture d'une session d'étude de l'Ecole du Parti du Comité central du Parti communiste chinois le 21 janvier, expression désignant les menaces pour la stabilité du pays et pour la poursuite de la réforme et du développement de la Chine.

Au-delà de l'endettement du secteur ferroviaire dénoncé par M. Zhao, c'est le modèle économique du secteur qui est remis en cause. Selon lui, en Chine, le réseau de lignes à grandes vitesses (LGV) (qui est le plus étendu au monde) n'est pas rentable globalement. Parallèlement, le transport de fret ferroviaire ne serait pas assez développé pour répondre à la demande. Aussi, M. Zhao suggère d'une part d'explorer le développement du transport ferroviaire de personnes hors LGV - notamment en zone urbaine - et d'autre part de développer le fret ferroviaire, ce qui permettrait d'augmenter les retours sur investissements réalisés dans le secteur et maîtriser les risques liés à la dette.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzhuo, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Anne-Victoire Maizière, Camille Bortolini, Antoine Bernez,

Revu par : Pierre Martin, Julien Dumond, Jean-Philippe Dufour

Responsable de publication : Philippe Bouyoux